

LES HAUTS D'ALGER

L'Algérie profonde ?

Par Sadek Hadjères

●●●

Faute de quoi, comme c'est le cas aujourd'hui, les problèmes de gestion et de prérogatives ne peuvent que s'envenimer et déboucher sur des impasses qui discréditent le système, mais sont surtout préjudiciables à l'Algérie.

Il en sera ainsi tant que les responsables continueront à aborder l'exercice du pouvoir de la même façon tronquée et unilatérale, dans l'espace clos et le domaine réservé d'une « famille révolutionnaire », vraie ou usurpée. Une « famille » cooptée et parcourue d'intrigues et de chasses-trappes, mais dans tous les cas dépassée, aveugle et sourde aux synergies et aux contradictions qui font la vitalité d'une nation en évolution. Empêtrés dans leurs querelles intestines, eux et leur système passeront à côté des problèmes de fond, importants pour l'évolution du pays et du monde, tant que leur préoccupation dominante se limitera à celle de conserver ou conquérir le pouvoir pour eux-mêmes ou pour leur clan et clientèle, tant qu'ils plieront les problèmes de fond et leur solution à cette hantise.

Préoccupés dans une telle optique à se faire valoir, à se distinguer de leurs autres collègues ou prédécesseurs jugés moins méritants et performants, ils perdent de vue l'essentiel : les uns et les autres se rejoignent dans l'art et la volonté de domestiquer « leurs » administrés, les soumettre bon gré mal gré à leurs faits accomplis.

Situé la fracture essentielle

Autrement dit, dans une conception démocratique et d'intérêt national, de gouvernement au service de la société, l'exercice du pouvoir n'a rien à voir avec la mentalité et les méthodes de propriétaire ou de patriarche tribal.

Quelles que soient leurs qualités intrinsèques, la coupure délibérée des gouvernants avec leur société, leur autisme portent des coups fatals à la construction nationale. Car celle-ci est par nature une entreprise collective et consensuelle, quelles que soient les différences et contradictions. Le peuple, proclamé par les Constitutions successives comme la plus haute autorité souveraine, renvoie toujours son indifférence ou son mépris à ceux qui dans les faits négligent ou méprisent ses intérêts et sa dignité.

Les protagonistes des polémiques en cours font comme s'ils ignoraient, sous-estimaient ou voulaient éluder ce problème fondamental. Le malentendu n'est pas seulement entre les ex-responsables engagés dans les polémiques. Il est essentiellement entre leurs collectifs pris globalement, et la majorité de l'opinion. S'ils souhaitent aujourd'hui gagner respectivement l'opinion à leurs bilans ou modes de gouvernance respectifs, c'est en grande partie parce que cette opinion a massivement pris conscience d'un fiasco. Non seulement du bilan global et objectif des quarante-cinq années d'indépendance, mais du fait que le constat négatif est de mettre sur le compte d'une conception du pouvoir qui dans les faits a tourné le dos au sigle officiel : RADP, celui d'une République algérienne théoriquement Démocratique et Populaire. Dans les « hautes sphères », on a oublié depuis 1962 le mot d'ordre des décennies de combat pour l'indépendance : la parole au peuple.

Oubli fatal aux débats de fond

nécessaires et balisés par des règles et mœurs démocratiques authentiques. On a remplacé ou dévoyé l'ouverture aux débats par des surenchères démagogiques et des fuites en avant fondamentalistes. Inutile de chercher ailleurs la cause du déferlement de la corruption et des autres maux qui valent à l'Algérie un classement mondial lamentable en matière de développement humain, malgré les ressources matérielles et humaines foisonnantes dont dispose le pays.

Si l'opinion populaire qu'on cherche à prendre à témoin ne veut plus rien entendre de ses dirigeants ou ex-dirigeants, c'est parce qu'elle a subi de leur part un triple rejet des principes et des pratiques démocratiques.

En premier lieu, on a bafoué la démocratie représentative (quel est le crédit national et mondial des élections à l'algérienne ?). Mais aussi la démocratie participative à tous les niveaux (les autorités n'ont cessé de pourchasser les activités associatives et les initiatives collectives ou individuelles les plus légitimes et les plus conformes à l'intérêt général). Enfin, on s'est acharné à étouffer la démocratie sociale, avec la régression et le laminage des conquêtes sociales qui avaient honoré l'Algérie durant la décennie 1970 et qui ne demandaient qu'à être améliorées ou même « rectifiées » et réformées, sous le double contrôle de la base et du sommet. Car la démocratie, ce n'est pas les effets d'annonce, c'est le contrôle de la prise des décisions et de leur application par l'ensemble des concernés.

Enseignements d'un constat

Nos gouvernants sont déphasés quand ils brandissent certaines de leurs réalisations ou succès partiels (sur lesquels il serait juste et utile de revenir). Ou encore quand ils s'étonnent de la grogne et de l'hostilité populaires, étendues jusqu'aux couches moyennes de la société. Ils n'ont pas encore compris à quel point le déni de la démocratie réelle peut objectivement contrecarrer les réalisations les plus authentiques et subjectivement discréditer, dévoyer et décourager les intentions les meilleures.

Le mal du déni de démocratie dépasse le cadre des milieux parvenus au pouvoir par les moyens que l'on sait. Il est plus profond et atteint en fait de larges secteurs du champ politique, y compris ceux qui se réclament de l'opposition. Les cercles dirigeants du moment ont toujours exploité ce fait, en attisant les divisions, les dévoilements idéologiques et les velléités hégémoniques de divers groupes d'opposants.

Sous des oripeaux idéologiques contradictoires, il s'est produit sur ce thème des convergences au sein des différents secteurs du pouvoir et des oppositions vraies ou factices. Les uns ont dénoncé la démocratie comme un « koufr » étranger à l'esprit de l'islam, à la morale et à la culture de leur pays. Ils ont traité sciemment ou inconsciemment ses défenseurs d'antireligieux et de francophiles. Tandis que d'autres, y compris parmi ceux qui se réclament de la laïcité, ont considéré la revendication démocratique comme un luxe réservé aux pays « riches » ou « civilisés ».

Ce n'est pas un hasard si en 1990, année cruciale où se sont opérées des décatations et recom-

positions politiques contre-nature, ces mêmes milieux peu sensibles à la revendication démocratique, ont diabolisé chacun à leur façon la revendication sociale. Des courants se réclamant de l'islamisme ont prôné un pseudo-syndicalisme soumis à l'affairisme, niant totalement les intérêts et différenciations de classe. Quant aux autres, si s'en est trouvé parmi eux qui ont associé le pseudo-modernité dont ils se réclamaient, à une prétendue nécessité de bloquer toute action revendicative sociale et syndicale, sous prétexte qu'elle serait une diversion aux efforts contre la montée des courants intégristes. Ne se contentant pas de le proclamer, ils ont systématiquement contrecarré sur le terrain les mouvements revendicatifs issus de la base, parfaitement légitimes et clarificateurs.

C'était le meilleur cadeau fait, d'une part à la démagogie populiste des courants islamistes les plus agressifs, d'autre part aux milieux de pouvoir impliqués dans l'affairisme et la corruption, rodés dans la répression antisyndicale et antipopulaire, fermant même les yeux sur la démagogie des activistes intégristes pour les pousser à la faute grave et à l'aventure. Certains « modernistes » dénonceront bien plus tard le caractère « rentier » du système des « décideurs ». Dénonciation tardive, plus par déception et alignement opportuniste sur des clivages et luttes de clans au sommet que par retour aux convictions premières qu'ils avaient hâtivement délaissées ou même violemment réprouvées comme étant des expressions d'archaïsme.

Le coup a été dur, il a désorienté et divisé les foyers de résistance sociale et démocratique traditionnels, malgré nombre d'initiatives et d'actions courageuses des bastions de cette résistance, comme les grands complexes de la sidérurgie et des industries mécaniques, les travailleurs des ports, la paysannerie de plusieurs régions, les comités de jeunes chômeurs, les comités pour les droits des Femmes, les intellectuels dénonçant la torture et les atteintes aux droits de l'Homme etc.

A partir de ce qui précède, on peut dans les conditions critiques présentes se poser la question. Dans les polémiques récentes au sommet, que signifie l'absence de référence à la grave carence démocratique et sociale et à son lien avec les problèmes de pouvoir ? Que cherche à justifier cette absence, comme si c'était un fait normal auquel la société devrait s'habituer ? A qui vise-t-elle ou peut-elle aboutir ? Ne va-t-elle pas servir une fois de plus pour les uns ou les autres des clans rivaux à justifier de pseudo alternatives institutionnelles non démocratiques ou même de changements anti-démocratiques ? Quels qu'en soient les auteurs, on les présentera comme toujours comme le seul recours pour le salut d'une Algérie épuisée par les épreuves et les mauvaises gestions passées !

Au total, les protestations et les réactions subjectives ne suffisent pas à faire prévaloir les bonnes solutions. Elles ne peuvent pas à elles seules limiter les effets destructeurs des appétits de pouvoir d'où qu'ils viennent, quand le pouvoir est conçu en coupure avec les aspirations et besoins de la société. Les solutions, y compris les ruptures nécessaires, ne peuvent surgir que

d'un double mouvement convergent : l'un issu des sphères plus réalistes et plus ouvertes dans les cercles institutionnels et l'autre issu des couches de la population ayant acquis la capacité de se mobiliser avec un niveau de conscience à la hauteur des changements positifs souhaités et nécessaires.

Le débat pour un renouveau national reste possible

Les leçons concrètes de l'expérience sont de nature à favoriser ces évolutions. Aussi, les débattages actuels peuvent s'avérer utiles à la refondation de la vie politique, mais seulement en s'appuyant sur les enseignements du réel. Bien que ces « règlements de comptes » apparents évacuent la question centrale de la démocratie et du social, ce qui est une faiblesse essentielle, ils fournissent même à leur insu quelques repères objectifs qui méritent d'être mis enfin énergiquement à l'ordre du jour. Les thèmes essentiels sont ceux liés aux stratégies économique et sociale de développement.

Les deux stratégies sont étroitement liées, aussi bien dans un environnement international dominé par la main de fer de la haute finance mondialisée, que dans les contextes nationaux pollués par les marginalisations antidémocratiques et l'instrumentalisation des sensibilités identitaires légitimes des populations.

Depuis l'indépendance, ces problèmes ont suscité des interrogations dans l'Algérie profonde soucieuse de préserver un cadre d'existence vivable. Ces justes préoccupations ont été contrecarrées et dévoyées par les luttes intestines que les dominants allument sur le dos des populations avec l'effet de réduire leurs luttes légitimes à des grognes sans impact et des révoltes improductives. Des réponses utiles peuvent surgir à travers des débats dont l'enjeu pour une fois ne serait pas de donner raison à X contre Y ou de cautionner l'alignement inconditionnel sur des personnalités ou des clans. La gravité de la situation incite à aller au fond des choses, à dépasser les susceptibilités et les heurts du passé non pour en ignorer les erreurs mais pour faire prévaloir les analyses et les solutions les plus conformes à l'intérêt général.

Ce genre de débats est devenu possible malgré l'obstruction de cercles qui s'accrochent à l'illusion de cacher le soleil avec un tamis. L'expérience nationale et mondiale a commencé à apporter des matériaux irréfutables aux interrogations restées à ce jour sans réponse. Le débat restera stérile s'il est circonscrit au ping-pong des notables. Il peut au contraire réellement fructifier en actions porteuses autour des vrais problèmes, éclairant les luttes et éclairés par elles, faisant reculer les motifs de scepticisme et de résignation. J'en voudrais comme exemple encourageant, citer parmi d'autres de plus en plus nombreux, celui de l'action récente des travailleurs et syndicats d'El-Hadjar.

Ce complexe industriel, avec d'autres entreprises et chantiers d'Algérie, n'a cessé d'être un phare dans les luttes pour l'édification et la justice sociale depuis l'indépendance. Il vient à nouveau malgré sa privatisation, de proclamer dans les faits que l'Algérie, ses biens, sa population et ses espoirs ne sont pas à vendre au bazar des multinationales.

Les ressources nationales et le travail humain doivent être honorés à leur juste valeur et non jetés en pâture à la voracité des affairistes nationaux et internationaux. Il n'y a pas de développement économique et de cohésion nationale sans démocratie sociale et respect du monde des travailleurs. L'Algérie a droit à une stabilité démocratique porteuse de bien-être matériel et moral.

Quel avenir ?

Ne devrait-on pas méditer un épisode crucial de notre histoire contemporaine ? L'événement a marqué en octobre 1988 une bifurcation néfaste quand les espoirs pointaient sérieusement de mettre fin à l'aberration du système étouffoir de liberté et de prospérité instauré à l'indépendance.

En quoi a consisté le choix maléfié imposé par le système pour se survivre ? Quelle logique profonde s'est-elle aggravée à ce moment précis jusqu'à transformer l'Algérie en proie impuissante du bras ou elle allait tomber sous peu ? Comment les clans rivaux au sommet ont-ils cru trouver une issue à leurs déchirements ?

Ils ont décidé de frapper un mouvement de masse syndical, celui des milliers de travailleurs conscients, organisés, disciplinés de la zone industrielle de Rouiba-Reghaïa et de réprimer sauvagement « à titre préventif » les dizaines de cadres syndicaux actifs de l'Algérois, parce qu'ensemble ils avaient projeté une puissante marche pacifique des travailleurs en grève sur Alger. Ces clans rivaux au sommet ont préféré dans le même temps miser et spéculer sur le déploiement destructeur de quelques centaines d'adolescents dépolitisés qu'ils ont déchaînés contre les établissements publics (on aurait aimé que les débattages publics apportent quelque lumière nouvelle sur ces événements).

On connaît les enchaînements diaboliques ultérieurs. Les centaines de jeunes victimes mitraillées en ces journées d'Octobre n'ont été qu'un sinistre et minime prélude des années à venir. Comment aurait évolué l'Algérie si les mentalités dominantes au pouvoir et les capacités de mobilisation consciente de la société avaient été autres ? N'est-il pas temps de dire à tous les niveaux de l'Algérie : Halte aux apprentis sorciers sur le dos de la nation ! Une fois de plus, préparons notre société à reprendre la parole et à mieux s'en servir ! Œuvrons et apprenons ensemble à l'école de la vraie radicalité. Non pas celle qui se polarise sur les violences verbales ou autres et s'arrête au constat des feux spectaculaires qui frappent le pays. Faisons progresser la radicalité qui se consacre à l'action unie pour dévoiler les causes des maux et en extirper les racines.

Espoirs sans lendemains ? Notre peuple et ses acquis, y compris nos expériences douloureuses, n'en sont-ils pas dignes ? Il y a quelques mois encore, qui croyait que nos voisins de Mauritanie allaient réaliser un début de percée démocratique avec sagesse et de façon dynamique ? On est certes loin de la vague de fond des peuples de l'Amérique latino-indienne. Mais ces derniers n'avaient-ils pas connu eux aussi durant des décennies des problèmes similaires aux nôtres ?

S. H.

Le 24 août 2007